

«Nous déplorons toutes les victimes»

GUERRE À GAZA Ciblés par des critiques leur attribuant un agenda caché, la Cicad et son secrétaire général Johanne Gurfinkiel réagissent en réaffirmant leur volonté de ne pas se laisser entraîner sur le terrain de la politique internationale

PROPOS RECUEILLIS PAR ANNE-SYLVIE SPRENGER (PROTESTINFO)

Accusée de «relayer la propagande de l'Etat d'Israël», la Coordination intercommunautaire contre l'antisémitisme et la diffamation (Cicad) a décidé de réagir par voie de communiqué ce mois de janvier. L'association répond plus précisément à des propos exprimés dans la presse, notamment dans *Le Courrier*, par des représentants de l'organisation BDS Suisse, qui milite pour le «boycott, désinvestissement et sanctions» envers Israël. Interview de son secrétaire général, Johanne Gurfinkiel.

Quels propos en particulier vous font bondir? Il y a eu, ces dernières semaines, une accumulation de propos outrageux. BDS a lancé une réelle offensive à l'endroit de la Cicad, relayée par différents médias et un certain nombre d'acteurs de la société civile. Ces déclarations nous accusent, de façon très explicite, d'être des agents doubles. Sous couvert de lutter contre l'antisémitisme, nous aurions un agenda caché, qui consisterait à défendre les intérêts israéliens. Cela est absolument faux.

Comment comprenez-vous cette accusation? Un conflit extrêmement sévère et difficile s'est installé au Moyen-Orient. C'est un drame terrible auquel personne ne saurait rester insensible. Toutefois, l'inquiétude de la Cicad se concentre sur l'intérêt de citoyens suisses de confession juive et aujourd'hui notamment sur les retombées que ces derniers subissent, depuis le 7 octobre 2023, en termes d'amalgames et d'antisémitisme.

Sur ce point, les organisations juives n'ont-elles pas leur part de responsabilité? Lors des attentats terroristes, il était attendu que les musulmans s'en distancient clairement, notamment avec le slogan «pas en mon nom»... Nous ressentons en effet cette pression quotidiennement. Je trouve cela effarant. L'année passée, des militants politiques m'expliquaient avoir le sentiment que la Cicad se fichait bien des victimes palestiniennes, puisque je n'avais pas exprimé la moindre sensibilité les concernant. Il faudrait donc qu'à



Johanne Gurfinkiel, secrétaire général de la Cicad. (GENÈVE, 7 OCTOBRE 2020/DAVID WAGNIÈRES POUR LE TEMPS)

chacune de nos prises de parole, on répète notre tristesse face à la situation? Nous avons tout fait pour dissocier les choses entre la question de l'antisémitisme ici, en Suisse, et celles en lien avec la politique internationale. C'est un terrain sur lequel nous ne voulons pas être entraînés. Pour autant, comment ne pas déplorer les victimes au-delà de leurs appartenances? J'aurais aimé la même empathie à l'égard des victimes israéliennes de la part des milieux qui nous adressent ces reproches.

Benjamin Netanyahu fait cependant clairement le lien, brandissant précisément l'étendard de l'antisémitisme face à toute critique à l'endroit d'Israël... On nous demande toujours, en tant que juif, de dénoncer les exactions que subissent les Palestiniens et de condamner la politique israélienne. Je ne le ferai pas. De la même manière, je ne vais pas demander à la communauté musulmane de dénoncer avec force chaque graffiti antisémite ou propos tenu par une personne de religion musulmane. Cela serait délirant.

A vos yeux, critiquer la politique du gouvernement Netanyahu, est-ce antisémite? Non, on l'a toujours dit. Si vous regardez les documents de la Cicad, il figure toujours à la fin du document un rappel pour définir ce qui est de l'ordre de l'antisémitisme et ce qui relève de la critique des actions de l'Etat d'Israël. Il est parfaitement légitime que n'importe quel dirigeant politique soit confronté à des critiques, même les plus acerbes. La Cicad a d'ailleurs parfois critiqué sa politique, notamment lors de l'instauration de la loi sur l'identité nationale. Nous ne sommes pas des moutons. Je trouve ignoble que certains tentent systématiquement de regarder chaque juif comme un demi-citoyen.

Qu'en est-il de l'identité juive? Ne doit-elle pas une certaine loyauté à l'Etat d'Israël? Il n'y a pas un représentant des juifs mondiaux. Le judaïsme a la particularité de ne pas répondre aux ordres d'un grand chef spirituel. Chacun peut vivre sa religion comme il le souhaite et ce n'est pas Israël qui va dicter les aspirations des différentes communautés et organisations juives. Certes, il y a un lien intrinsèque entre les juifs du monde entier et Jérusalem. Pour

autant, essentialiser chaque juif à la politique israélienne est une honte. Or c'est la réalité à laquelle nous nous confrontons quotidiennement.

Il est parfois reproché à la diaspora juive de ne pas condamner la politique actuelle d'Israël dans ce conflit. Ce silence légitimerait, aux yeux de certains, cette montée de la haine... C'est toujours le même problème: comme dans le domaine des violences sexuelles, on attend que les victimes viennent d'abord se justifier. La Cicad est là pour représenter et défendre les intérêts de citoyens qui sont confrontés à de la discrimination et de la violence. Et ces derniers n'ont pas, parce qu'ils sont juifs, à se justifier face à la politique étrangère. Or, force est de constater qu'il existe aujourd'hui une version contemporaine de l'antisémitisme qui s'appelle l'antisionisme – n'en déplaise à tous ces milieux qui voudraient nous faire comprendre que finalement l'antisionisme est une banale critique d'une politique étrangère. C'est juste une version remasterisée d'un antisémitisme qui ne veut pas dire son nom. Et contre cela, la Cicad continuera de se mobiliser.

L'antisionisme porte-t-il forcément en lui l'idée d'éradiquer Israël? Certains milieux politiques de gauche nous expliquent que l'antisionisme, c'est la contestation de frontières. On prend les gens pour des imbéciles. L'antisionisme signifie combattre le sionisme, soit le principe même que le peuple juif dispose d'un Etat national. Le fait que le rectorat de l'Université de Genève ait finalement autorisé la diffusion d'un agenda propagandiste des slogans tels que «From the river to the sea», nonobstant des notes explicatives, est sur ce point révélateur du malaise actuel.

C'est-à-dire? Pris dans l'état de l'instrumentalisation idéologique, un certain nombre d'acteurs politiques et médiatiques n'ont plus la maîtrise des terminologies ni de la tournure des événements qui s'imposent à eux. Ils se laissent embriquer dans une dynamique folle dans laquelle ils ne sont plus capables de fixer des limites. C'est cela qui s'est passé et qui est en train de s'installer. C'est d'une tristesse absolue. ■

Beat Jans à Genève pour convaincre le secteur privé d'engager des Ukrainiens

MIGRATIONS Le taux d'emploi des réfugiés ukrainiens vivant dans le canton est le plus bas de Suisse. Beat Jans a rencontré les entrepreneurs, les priant de fournir un effort. Pour sa part, le secteur public n'emploie que 11 personnes bénéficiant d'un permis S

FANNY SCUDERI

Le conseiller fédéral Beat Jans a pris hier son bâton de pèlerin pour convaincre les entrepreneurs genevois d'embaucher des réfugiés ukrainiens. Dans le canton, le taux d'emploi de personnes au bénéfice d'un permis S s'établit à 14,3%, soit moitié moins que la moyenne nationale de 29,2%. Pourtant, les objectifs de la Confédération sont clairs: atteindre un taux de 45% d'ici à la fin de l'année. Pour y parvenir, le gouvernement genevois a sorti l'artillerie lourde: en collaboration avec l'antenne locale de la Fédération des entreprises romandes (FER), il a invité le conseiller fédéral Beat Jans. Il a fait salle comble, environ 200 d'entre elles ayant répondu à l'appel.

A coup de métaphores au sujet de la marmite de l'Escalade, rappelant que l'héroïne locale, la Mère Royaume, était une Lyonnaise exilée, le socialiste a brossé le portrait flatteur d'un canton de Genève multiculturel, qui a su ouvrir ses portes à de nombreux réfugiés. Mais ce dernier doit poursuivre ses efforts. Parmi les 2357 réfugiés ukrainiens en âge de travailler, seuls 336 d'entre eux occupent un emploi.

Barrière linguistique importante

Sur cette base, le chef du Département fédéral de justice et police a appelé les entrepreneurs à dépasser les «a priori» et à engager des détenteurs de permis S. «Le Conseil fédéral souhaite que les réfugiés acquièrent un emploi le plus vite possible, a-t-il souligné. Qu'ils acceptent un poste qui ne correspond pas à leurs profils ou qui soit à temps partiel. Si 60 entreprises engagent six personnes, Genève atteindra la moyenne suisse.»

Quant aux mesures concrètes, Beat Jans envisage de simplifier les démarches administratives lors de l'engagement

d'un permis S en remplaçant l'autorisation de travail par la simple obligation d'annoncer l'activité lucrative. A l'heure actuelle, le canton délivre cette autorisation en trois semaines afin qu'une commission tripartite, incluant les partenaires sociaux, exclue le risque de sous-enchère salariale.

«Des efforts pourraient être réalisés au sein du parapublic»

IVAN SLATKINE, PRÉSIDENT DE LA FER

De son côté, Thierry Apothéloz, ministre cantonal chargé du Département de la cohésion sociale, qui chapeaute l'intégration des Ukrainiens, rappelle que l'Hospice général prépare les réfugiés à l'emploi à travers des cours de français et la mobilisation de leurs com-

pétences. Ensuite, l'Office cantonal de l'emploi, sous la houlette de la conseillère d'Etat Delphine Bachmann, prend le relais: «Il existe un delta entre les compétences de chacun et celles demandées par les entreprises, relève-t-elle. Nous améliorons l'employabilité en déterminant avec les entreprises quels sont leurs besoins.»

Des efforts demandés au secteur public

Sur l'estrader, Ivan Slatkine, président de la FER, a énuméré les obstacles rencontrés par les entreprises: des démarches administratives «trop longues», des solutions de garde d'enfant insuffisantes alors qu'une majorité des réfugiés sont des femmes, une barrière linguistique importante ainsi que la difficulté à faire reconnaître des diplômes. Il a rappelé que la majorité des réfugiés sont employés par le secteur privé. «Des efforts pourraient être réalisés au sein du parapublic, d'autant que nombre de personnes au bénéfice d'un permis S ont des qualifications dans le secteur de la santé.»

Alors que le gouvernement genevois et le Conseil fédéral font du pied au entrepreneur, *Le Temps* a voulu savoir combien de permis S sont engagés au sein des collectivités cantonales. Réponse du DCS: 11 personnes, dont trois au sein du petit Etat, et huit autres au sein du parapublic. A titre de comparaison, l'Etat de Vaud emploie 26 personnes avec un permis S. De son côté, la ville de Genève a embauché deux personnes ukrainiennes ayant un permis S depuis 2023, en tant qu'auxiliaires pour des postes de nettoyage.

Confronté à ce chiffre à la fin de la table ronde, Ivan Slatkine réagit: «C'est insuffisant. On attend plus d'effort de la part de l'Etat, qui doit montrer l'exemple.» Egalement interpellé, Thierry Apothéloz admet que des progrès peuvent être réalisés. «Je souhaite aborder cette thématique au sein du Conseil d'Etat et questionner nos méthodes d'engagement afin de, nous aussi, faire notre part.» Le canton de Genève a une année pour prouver au reste de la Suisse qu'il concrétisera ses bonnes intentions. ■